

Unité départementale du Loiret
DREAL CENTRE
UD 45
05 avenue Buffon CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 569/2025
Code AIOT : 0010003816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté Les Terres du Camp 45250 Briare. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Les Terres du Camp 45250 Briare
- Code AIOT : 0010003816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Axéréal à Briare (45250) est soumis à autorisation au titre de la réglementation ICPE. Les activités exercées sur le site sont le stockage des céréales, le stockage d'engrais, le transit, le regroupement ou le tri de déchets dangereux et non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Etat des stocks des produits phytosanitaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Gestion et rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.2.1 ; 4.3.11 & 9.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Sol des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Etat des installations de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Susceptible de suites	Sans objet
4	Engrais-Conditions de	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage	10.7	prescription	
5	Engrais-Sol des magasins de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Equipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Section 2 - Art.18	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Débourbeur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Colonnes sèches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 28/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Les équipements (moyens d'intervention en cas d'accident) sont maintenus en bon état. Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel.</p>

<p>Constats :</p> <p>Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 21 novembre 2022 : Le procès verbal d'intervention de la société EUROFEU SERVICES consécutif à la vérification du 09/08/2022 des 4 colonnes sèches de l'établissement ne permet pas de justifier du bon état de ces équipements (mention de prises non conformes et absence de mention d'essais hydrauliques et de contrôle d'étanchéité). Pour information, cet écart a été levé lors de la visite du 13 février 2024.</p> <p>Lors de la visite,</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des colonnes sèches du site par la société EUROFEU, en date du 28 janvier 2025. L'inspection a constaté que le rapport du prestataire n'indique pas de non-conformité suite à la vérification des colonnes sèches du site d'AXERREAL.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement demander au prestataire de préciser sur le procès verbal d'intervention, la réalisation ou non d'essais hydrauliques et de contrôle d'étanchéité. Pas d'écart relevé</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Sol des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).</p>
<p>Constats :</p> <p>Cet écart a été relevé la première fois lors de la visite du 21 novembre 2022. Il est abordé dans le [PdC n°5] du présent rapport. Toutefois, pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des installations de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).
Constats : Cet écart a été relevé la première fois lors de la visite du 21 novembre 2022. Il est abordé dans le [PdCn°4] du présent rapport. Toutefois, pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Engrais-Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais-Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024
Prescription contrôlée : Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure. Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple). Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.

Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.

Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.

Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.

Constats :

Rappel de l'Ecart [PdC n°4] relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Les murs du magasin d'engrais présentent des dégradations (fissures, trous, ferraillements apparents) soumettant les engrais aux effets des intempéries et aux contacts d'amas de corps réducteur. L'écart fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 17 octobre 2024.

Historique des échanges avec l'exploitant :

Réponse de l'exploitant : Courriel du 31 mai 2024.

« Un devis a été réalisé, les travaux ont été intégrés au budget 2024-2025. »

Avis de l'inspection dans la lettre de suite en date du 18 septembre 2024

« Le devis transmis par l'exploitant, en date du 14 novembre 2023, a été réalisé par la société R.T.S Industrie pour les cases à engrais n°1, 2, 3, 7, 8, 13, 14 et 15.

Ce document précise les différentes opérations de réfection des cases à engrais :

- Reprise totale de la paroi du fond et réparations partielles sur côtés droit/gauche pour les cases à engrais n°8, 7, 15, et 14*
- Reprise totale des parois des cases à engrais n°13 et 2;*
- Reprise totale des parois droite et gauche de la case à engrais n°3*
- Reprise totale de la paroi côté gauche et du fond de la case à engrais n°1 ;*
- Traitement I4 des murs extérieurs.*

Le coût estimé des travaux est de l'ordre de 222 354,66 TTC

Cependant, l'exploitant ne justifie pas d'un devis signé pour la réalisation des travaux de mise en conformité des murs du magasin d'engrais et par conséquent de son engagement à répondre au point 2a du projet d'arrêté de mise en demeure notifié le 18/04/2024.

L'exploitant doit transmettre tout document établissant la validation de ces travaux ainsi qu'un échéancier pour leur réalisation.

L'écart est maintenu et le point 2a du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu en l'état. »

Réponse de l'exploitant au 23 septembre 2025

L'exploitant a transmis des photos réalisées dans le magasin d'engrais (Murs).

Cellules C5-C6-C7-C8-C13, le mur et le sol du hall d'accès au cellules de stockage.

Lors de la visite,

Par sondage, l'inspection a constaté la réfection des murs des cellules de stockage d'engrais dans lesquelles il n'y avait pas ou très peu d'engrais comme notamment les cellules C4-C3-C13-C11 et C14.

Pour autant, l'inspection a également pu constater des réparations sur une partie des parois des cellules contenant une grande quantité d'engrais (C1-C2-C5-C7) et sur le mur extérieur de la C14.

Au regard des photos transmises le 23 septembre 2025 et des constatations réalisées le jour de la visite, l'exploitant a répondu au point 2a de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2024.

L'écart [PdC n°4] de la visite du 13 février 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Engrais-Sol des magasins de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais-Stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024

Prescription contrôlée :

Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Ecart [PdC n°5] Le sol du bâtiment de stockage d'engrais comporte, à plusieurs endroits, des cavités, des fentes et des dégradations du béton.

L'écart fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 17 octobre 2024.

Historique des échanges avec l'exploitant :

Réponse de l'exploitant : Courriel du 31 mai 2024.

« Idem réponse point 4. »

Avis de l'inspection dans la lettre de suite en date du 18 septembre 2024

« Le devis transmis à l'inspection ne fait pas mention de travaux sur le sol du magasin d'engrais. Faute de prise en compte des anomalies relevées lors des inspections du 21 novembre 2023 et du 13 février 2024 dans son plan d'action, l'exploitant ne répond pas à l'écart aux prescriptions de l'article 7.7.1 de l'arrêté ministériel susvisé.

Les éléments transmis ne sont donc pas satisfaisants vis-à-vis du point 2b du projet d'arrêté de mise en demeure notifié le 18/04/2024.

L'exploitant doit proposer une mesure corrective et un plan d'action pour répondre à l'écart relevé au [PdC n°5]

Dans l'attente des justificatifs demandés, l'écart est maintenu et le point 2b du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu en l'état. »

Réponse de l'exploitant au 23 septembre 2025

L'exploitant a transmis des photos réalisées dans le magasin d'engrais (Murs).

Au jour de la visite,

L'inspection a constaté les réparations du sol du hall d'accès à l'ensemble des cases effectuées par l'exploitant.

L'exploitant a répondu au point 2b de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2024.

L'écart [PdC n°5] relevé le 13 février 2024 est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des moyens récepteurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des eaux pluviales, ainsi que le bassin tampon de 50 m³ à fond penté, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction), sont raccordés au bassin d'orage et de retenue, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 505 m³, avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

[...]

Constats :

Rappel de l'écart relevé le 13 février 2024 : Ecart [PdC n°14]: Compte tenu de la présence d'eau dans le bassin de confinement de 505 m³, l'exploitant ne justifie pas de sa pleine capacité .

Historique des échanges avec l'exploitant :

Réponse de l'exploitant : Courriel du 31 mai 2024.

« Deux étapes sont prévues suite à cet écart :

=> Action court terme : contrôle hebdomadaire du niveau du bassin de rétention effectué par l'équipe du site de Briare, avec enregistrement du contrôle. Si le niveau d'eau dans le bassin vient à dépasser un niveau théorique des $\frac{3}{4}$ de la capacité de rétention du bassin, l'équipe déclenchera alors une intervention d'une entreprise spécialisée dans la vidange de bac de rétention (Société Giennoise Assainissement J. MEYER - Poilly Lez Gien), afin de pouvoir traiter l'eau potentiellement polluée.

=> Action long terme (fin septembre 2024) : Intervention d'un expert + service environnement Axereal afin de remettre en état notre installation + vérification des procédures.

Un trop plein sera mis en place et passera par le Débourbeur/Déshuileur une fois remis en service. »

Avis de l'inspection : la lettre de suite du 18 septembre 2024.

« L'inspection prend des mesures proposées pour l'action à long terme.

Pour l'action à court terme, cette mesure n'est pas recevable. En effet, au regard des prescriptions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral susvisé, l'exploitant doit s'assurer de la pleine capacité de son bassin de confinement (soit 505 m³) en toute circonstance. Aussi, avec un bassin rempli au $\frac{3}{4}$, le volume utile n'est donc plus assuré en cas d'incendie.

Par conséquent, l'écart est maintenu. »

Lors de la visite,

L'exploitant a présenté une feuille présentant un tableau d'enregistrement des vérifications du niveau du bassin de rétention du site.

Le tableau est composé de trois colonnes : n° de semaine, le niveau du bassin en % de remplissage et le nom du vérificateur.

L'exploitant a indiqué procéder à une vérification hebdomadaire du niveau d'eau du bassin de rétention.

L'exploitant a également indiqué qu'il procède au pompage de l'eau présente dans le bassin dès que le niveau atteint la buse de remplissage.

L'exploitant pourrait utilement installer un témoin de niveau dans le bassin (échelle limnimétrique, marquage de peinture,...)

L'inspection a constaté que le tableau faisait bien mention de vérification de la semaine 7 à la semaine 47.

Lors de la visite terrain, l'inspection a également constaté que le bassin de rétention ne contenait

que très peu d'eau.

L'inspection a estimé que le volume utile de rétention (minimum 505 m³) était suffisant au jour du contrôle.

L'écart relevé lors de l'inspection du 13 février 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des stocks des produits phytosanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.[...]

[...]Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Ecart [PdC n°2] : Les quantités mentionnées dans l'état des stocks des produits phytosanitaires en Litre/Unité/Kilo, ne permettent pas de vérifier le respect du classement par rapport aux rubriques ICPE.

Historique des échanges avec l'exploitant :

Réponse de l'exploitant : en date du 31 mai 2024

« Nous ne pouvons pas modifier notre logiciel actuel pour n'avoir qu'une seule unité.

Nous sommes en train de mettre en place un nouveau logiciel (ERP SIGAL) celui-ci est en train d'être configuré pour répondre à votre demande.

Cet ERP sera mis en service courant 2^{ème} semestre 2025 »

Avis de l'inspection : la lettre de suite du 18 septembre 2024

« L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant dans son courriel du 31 mai 2024.

La mise en place effective du logiciel « EPR SIGAL » et sa fonctionnalité pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une visite ultérieure.

Dans l'attente de la mise en place de ce logiciel, l'écart est maintenu. »

Au jour de la visite,

L'exploitant a indiqué ne plus mettre en place le logiciel « EPR SIGAL » pour vérifier des quantités de produits phytosanitaires autorisées pour le site de BRIARE.

L'exploitant utilise le logiciel IDA pour son état des stocks détaillé et le logiciel « Power BI » pour l'état des stocks sous format synthétique.

L'exploitant a présenté une extraction informatique de l'état des stocks détaillé et l'état des stocks synthétique.

Concernant le stockage des produits phytosanitaires,

Sur la base de l'état des stocks présenté, l'inspection a constaté que l'exploitant convertit le volume de chaque produit phytosanitaire liquide en unité de masse (tonnes).

Par conséquent, l'état des stocks permet de vérifier le respect du classement par rapport aux rubriques ICPE.

L'Ecart [PdC n°2] relevé lors de la visite 13 février 2024 est levé.

Pour autant, l'inspection a constaté des incohérences dans l'état des stocks des produits phytosanitaires ; mais aussi entre l'état des stocks détaillé et l'état des stocks synthétique.

Incohérences sur le classement des produits phytosanitaires au regard de la nomenclature ICPE :

Par sondage, l'inspection a constaté que le produit TARGA MAX 5L est classé sous la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Or, cette rubrique désigne l'activité de fabrication de produits chimiques organiques relevant du statut IED, activité qui n'est pas exercée sur le site.

L'inspection a constaté que l'exploitant a bien indiqué les différentes mentions de danger, dont la mention "H410", pour ce produit.

Aussi, TARGA MAX doit être classé dans la rubrique 4510 de la nomenclature ICPE.

Même constat pour le "BIAGRO PATE SEAU en 5KG".

Celui-ci est non classé dans l'état des stocks alors qu'il présente des mentions de danger H400 et H410, amenant ce produit à être classé dans la rubrique 4510.

L'inspection rappelle à l'exploitant de veiller au classement de ses produits en fonction des mentions de danger indiquées sur les FDS des produits.

Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant ne justifie pas d'un état de stocks exhaustif et représentatif des dangers des matières dangereuses stockées.

Incohérence sur la quantité d'engrais classé 4702-II entre l'état des stocks détaillé et l'état des stocks synthétique :

Par sondage, l'inspection s'est intéressée à la quantité d'engrais classé sous la rubrique 4702-II.

Or la quantité d'engrais classé 4702-II n'est pas identique à celle affichée sur l'état des stocks synthétique également présenté (via le logiciel Power BI) à l'inspection des installations classées. Néanmoins, les quantités dans les deux états de stocks restent inférieures aux quantités maximales autorisée sur le site.

L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de la quantité cohérente d'engrais classé 4702-II sur son site sur les différents états des stocks présentés (états des stocks détaillé et synthétique).

Par sondage, l'inspection a demandé la présentation des Fiches de Données de Sécurité des produits suivants :

- NPK GR NH 15 15 15 +15S (en vrac) ;
- NPK GR NH 15 15 15 +27S (en vrac) ;
- ACTIMUM (Bidon de 20 Litres).

L'inspection n'a pas de remarques particulières à formuler sur ce point.

Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks détaillé cohérents avec la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et concordant avec l'état des stocks synthétique.

Ecart [PdC n°7] L'état des stocks est erroné et l'exploitant ne justifie pas du classement des produits stockés conforme à la nomenclature ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement-transport de produits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Ecart [PdC n°9] L'exploitant ne justifie pas que les bandes installées sur les transporteurs à bandes sont non-propagatrices de flamme.

Réponse de l'exploitant : en date du 28 novembre 2024

L'exploitant a transmis le bon de livraison de la société MULTIVULCA SARL, en date du 24/05/2024 (réf BL080196) pour une bande transporteuse de 100 mètres.

Ce document indique la livraison d'une "BT 800 EP 315/2 4+2 DIN K mor ignifuge antistatique et anti gras de 100 mètres certifiée ISO 340/284 ouverte".

Lors de la visite,

L'exploitant a présenté le double de l'autorisation de travaux en date du 01 juillet 2024.

Le document indique le remplacement de la bande du TB19.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit conserver les documents justifiant des caractéristiques ignifuge et anti statique de la bande transporteuse jusqu'à son remplacement.

Ces documents doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en cas de contrôle.

L'écart [PdC n°9] de la visite du 13/02/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion et rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.2.1 ; 4.3.11 & 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides-eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2024

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au chapitre 4.3 du présent arrêté ou non conforme a leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires et pluviales dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies

Référence du rejet vers le milieu récepteur - N°3 (cf. repérage du rejet sous 'article 4.3.5 du présent arrêté)

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
HCT	5
DBO5	25

DCO	90
MES	30
Azote global	15
Phosphore total (P ₂ O ₅)	2

ARTICLE 9.2.3. AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

cf L'Annexe I du présent rapport

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Ecart [PdC n°16]: L'exploitant effectue des rejets interdits des eaux pluviales susceptibles d'être polluées directement au milieu naturel sans traitement.

Réponse de l'exploitant : Courrier électronique du 21 août 2024.

« Deux étapes sont prévues suite à cet écart :

=> Action court terme : contrôle hebdomadaire du niveau du bassin de rétention effectué par l'équipe du site de Briare, avec enregistrement du contrôle. Si le niveau d'eau dans le bassin vient à dépasser un niveau théorique des $\frac{3}{4}$ de la capacité de rétention du bassin, l'équipe déclenchera alors une intervention d'une entreprise spécialisée dans la vidange de bac de rétention (Société Giennoise Assainissement J. MEYER - Poilly Lez Gien), afin de pouvoir traiter l'eau potentiellement polluée.

=> Action long terme (fin septembre 2024) : Intervention d'un expert + service environnement Axereal afin de remettre en état notre installation + vérification des procédures.

Un trop plein sera mis en place et passera par le Débourbeur/Déshuileur une fois remis en service. »

Avis de l'inspection : la lettre de suite du 18 septembre 2024

« L'inspection prend note de la réponse.

Néanmoins, l'exploitant ne justifie pas de la présence effective du bac de rétention de la société SGA Meyer sur le site de Briare. Aussi, l'exploitant doit justifier de l'arrêt total des rejets des eaux issues du bassin de rétention vers le bassin d'infiltration dans l'attente des travaux de remise en état du débourbeur déshuileur.

L'exploitant doit également transmettre des éléments justifiant de la remise en état du débourbeur déshuileur.

En conséquence, l'écart est maintenu.

Néanmoins, le point 1a du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est abandonné. »

Lors de la visite,

L'exploitant a indiqué avoir installé une nouvelle pompe au niveau du bassin de rétention. Cette pompe achemine l'eau du bassin vers le débourbeur-déshuileur avant d'être rejetée vers le bassin d'infiltration.

L'exploitant a présenté la fiche d'autorisation de travaux en date du 14 novembre 2025 sur laquelle est indiquée l'installation de la nouvelle pompe de relevage par l'équipe d'AXERREAL. L'exploitant a également indiqué que cette pompe a deux modes de fonctionnement : automatique et manuel.

L'exploitant a précisé que la pompe est en mode manuel et que l'eau du bassin de rétention est rejeté après avoir été testé via des bandelettes.

Au cours de la séance en salle, une procédure spécifique a été présentée à l'inspection pour les rejets aqueux dans le milieu naturel (Réf : CE 402)

Néanmoins, l'inspection a constaté que l'exploitant ne procède qu'à l'enregistrement des vidanges et non aux opérations de contrôles.

L'inspection rappelle à l'exploitant de veiller à la bonne application des consignes internes par son personnel.

Du fait que les eaux résiduelles de voiries sont maintenant rejetées après traitement par le débourbeur/déshuileur du site, l'écart [PdC n°16] relevé lors de la visite du 13 février 2024 est levé.

Pour autant, l'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'analyse des rejets d'eau pluviales de voirie afin de vérifier le respect des seuils imposés par l'article 4.3.11 de son arrêté préfectoral, en date du 12 juillet 2012.

Pour rappel, ces analyses doivent être réalisées, tous les 3 ans (article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral vis ci-dessus) selon les méthodes normalisées en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier à l'inspection de l'analyse de ses rejets d'eau pluviales de voiries afin de vérifier le respect des seuils imposés par l'article 4.3.11 son arrêté préfectoral, en date du 12 juillet 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Equipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Section 2 - Art.18

Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2024

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :[...]
- dix ans pour les autres récepteurs ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.[...]

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 janvier 2024 : Ecart [PdC n°17]: L'équipement sous pression, en service et exploité, SIAP n°02599 est en retard de sa requalification périodique. Cet écart fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure préfectorale en date du 17 octobre 2024.

Réponse de l'exploitant : Courrier électronique du 21 août 2024.

« Concernant l'ESP n°02599 du silo de Briare, ce dernier est bien dans la liste des ESP à remplacer. Nous revenons vous début septembre pour vous donner un délai [...] »

Avis de l'inspection : lettre de suite du 18 septembre 2024

L'inspection prend note de la réponse de l'exploitant dans son courrier électronique du 21 août 2024.

Néanmoins, l'exploitant ne justifie pas de la requalification périodique de l'équipement SIAP.

L'écart est donc maintenu et le point 1b du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu en l'état.

Réponse de l'exploitant : le 21/08/2024

«Concernant l'ESP n°02599 du silo de Briare, ce dernier est bien dans la liste des ESP à remplacer. Nous revenons vous début septembre pour vous donner un délai (je suis en CP semaine prochaine). Ci-dessous la réponse de Sébastien Richomme de la DTPI. »

Lors de la visite,

L'exploitant a présenté la fiche d'autorisation de travaux en date du 14 avril 2025 afin de justifier le remplacement l'équipement sous pression n°02599.

Le document fait mention du remplacement des cuves d'air pas la société ADC.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté le remplacement du récepteur d'air comprimé dans la fosse élévateur du silo 4.

La plaque de l'équipement indique un volume de 500 litres, une PS de 11 bar, le numéro 24811 et

une date de fabrication en 2024.

Par le remplacement de l'équipement sous pression SIAP n°02599, l'exploitant a répondu aux dispositions du point 1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2024.

L'écart [PdC N°17] relevé lors de la visite du 13 février 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Cf Annexe 1 Tableau installations Briare

Constats :

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : L'exploitant ne justifie pas de l'existence d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu.

Rappel de l'écart relevé lors de la visite du 13 février 2024 : Ecart [PdC n°15] L'exploitant ne justifie pas de l'existence d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu.

Historique des échanges avec l'exploitant :

Réponse de l'exploitant : Courriel du 31 mai 2024.

« Idem réponse point 14 »

Avis de l'inspection : la lettre de suite du 18 septembre 2024

« L'exploitant propose la remise en conformité de son système de traitement des rejets aqueux pour

la fin du mois de septembre 2024.

L'inspection prend note de l'engagement de l'exploitant.

Cependant, dans l'attente de la remise en conformité du débourbeur-déshuileur du site, l'écart est maintenu. »

Réponse de l'exploitant : au 29/11/2024

L'exploitant a transmis :

- un devis de la société RVauvelle en date du 26/11/2024 pour une étude des réseaux,
- un bon de commande CDE250890 en date du 28 novembre 2024.

Lors de la visite sur le terrain,

L'exploitant a présenté l'emplacement du débourbeur-déshuileur à savoir entre la basse de rétention du site et le bassin d'infiltration.

L'exploitant a rencontré des difficultés pour ouvrir complètement la bouche de visite, l'inspection n'a pu constater visuellement le bon fonctionnement de l'installation de traitement des eaux pluviales de voiries.

De plus, l'exploitant a présenté une vidéo de l'intérieure de l'installation.

L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler

L'écart [PdC n°15] de la visite du 13 février 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite